

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

**NEUVIÈME ANNÉE N°964 DU 23 JANVIER 2014**

1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## NOTRE CITATION

«C'est pendant que le vieux seau est encore là qu'il faut en fabriquer un neuf».  
PROVERBE AFRICAIN

Le 11<sup>e</sup> numéro de l'année 2014

Nombre de pages : 17 pages

Distribué à 15.100 personnes

**2014**

**ANNÉE**

**INTERNATIONALE**

**DES PETITS**

**ÉTATS**

**INSULAIRES**

**2014**

**ANNÉE**

**DES CHÔMEURS**

**ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE**

## LE SOFT POWER FRANÇAIS DANS LES COLONIES

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 6

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 10

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 13

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 15

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.**

## SUIVEZ NOUS SUR LE WEB :

<http://guadeloupeconvention.typepad.com/lanation/>

## **NOTE DE LA RÉDACTION**

**En raison de problèmes techniques le journal n'a pu paraître mardi et mercredi . Nous vous prions de nous en excuser .**

# **AFFAIRES NATIONALES**

## **POLITIQUE**

### **LA COLONISATION RÉSISTE EN RAISON DU SOFT POWER FRANÇAIS**

**Les dirigeants français ont bien changé. Le temps de la violence aveugle et de la répression n'est plus . C'est maintenant le temps du soft power . Rien n'est plus fluide, plus insaisissable et plus puissant que cette influence diffuse que l'on nomme Soft power. Sans bruit, sans démonstration de force, elle pénètre les esprits, vainc par la conviction, d'autant plus redoutable qu'elle joue sur les registres de l'empathie, du débat d'idées, de la culture...Le Soft power français est la nouvelle stratégie de la France et de ses alliés conservateurs en Guadeloupe pour imposer leur régime départemental. La culture française, son modèle de civilisation, de Voltaire à Chanel en passant par Versailles ou sa gastronomie constitue toujours un vrai potentiel de séduction et d'attractivité. Mais la culture ne suffit pas et le pouvoir français lui a adjoint d'autres éléments civilisationnels et politiques afin de former un outil de Soft power efficient, efficience dont la pérennité nécessite un constant perfectionnement par l'agrégation de nouveaux arguments, de nouveaux idéaux...Heureusement que les idéaux vantés par la France sont de plus en plus vécus dans le monde comme un néo-colonialisme moral.**

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SCIENCES , TECHNOLOGIE**

### **ACCORD ENTRE LES SYNDICATS ET LE PATRONAT DANS LE BRICOLAGE**

**Des dizaines de magasins de bricolage pourront désormais ouvrir le dimanche avec la signature annoncée jeudi d'un accord entre le patronat et des syndicats, qui garantit le volontariat des salariés et un salaire deux fois plus élevé qu'un autre jour. La multiplication des procédures judiciaires dans ce secteur a conduit le gouvernement à annoncer une modification de la législation sur le**

travail dominical d'ici fin 2014. En attendant, l'ouverture de certains magasins de bricolage le dimanche a été autorisée jusqu'à mi-2015 et une négociation sur les contreparties pour les salariés s'est ouverte. Annonçant sa signature, la fédération CFTC du Commerce rappelle dans un communiqué son opposition à la généralisation du travail dominical. Mais elle explique avoir "tenu compte des attentes des salariés" et obtenu des contreparties. En plus de la garantie du volontariat et du doublement du salaire, le syndicat souligne que les salariés seront assurés de ne pas travailler douze dimanches par an. L'accord permet l'ouverture le dimanche de 178 magasins au maximum, précise la CFTC. Egalement signataire, la CFDT a elle aussi souligné son opposition à une généralisation du travail le dimanche et défendu les avancées obtenues pour les salariés volontaires. Dans un communiqué, le ministre du Travail, Michel Sapin, "estime le contenu de l'accord conforme aux engagements souscrits par la profession". "Il permet de garantir l'effectivité du volontariat et des contreparties substantielles pour les salariés travaillant le dimanche", poursuit-il. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé qu'un texte modifiant la législation sur le travail dominical serait présenté cette année. Dans un rapport au gouvernement, l'ancien président de La Poste Jean-Paul Bailly a notamment suggéré de porter de cinq à 12 par an le nombre d'ouvertures possibles et de modifier les modalités de fixation des zones où l'ouverture est autorisée toute l'année.

## **L'IGAS DEMANDE UNE RÉFORME DES AIDES AUX TRAVAILLEURS PAUVRES**

L'évolution de la pauvreté en France suit une tendance "très préoccupante", selon un rapport de l'Inspection générale de l'action sociale (Igas) qui doit être remis ce jeudi au Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, qui connaît une progression continue depuis 2004, a atteint 14,3% (8,7 millions) en 2011, taux le plus haut depuis - Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur la lutte contre la pauvreté remis jeudi au Premier ministre demande au gouvernement de tenir sa promesse d'une réforme rapide des mécanismes de soutien aux travailleurs pauvres. Selon un de ses deux auteurs, François Chérèque, Jean-Marc Ayrault a promis de fusionner revenu de solidarité active (RSA) d'"activité" et prime pour l'emploi (PPE) dans le cadre de la réforme de la fiscalité qu'il lancera dans les prochains jours. L'ex-secrétaire général de la CFDT et son co-rapporteur, Simon Vanackere, évaluent les résultats d'un

an de plan contre la pauvreté - 61 mesures adoptées le 21 janvier 2013 - et les jugent globalement positifs mais émettent des réserves. "On a une réserve sur le fait que la fusion RSA activité-PPE n'est pas faite. On nous renvoie à la réforme de la fiscalité mais ça serait bien que ça se fasse cette année", a ainsi dit François Chérèque lors d'une conférence de presse. Encore faudrait-il que le gouvernement renonce à faire cette réforme à coût constant, ont laissé entendre les deux auteurs. "Le faire à coût constant veut dire qu'on entérine plusieurs années de gel de la PPE depuis 2008 et 68% de non recours au RSA activité, ce qui fait plus de 1,5 milliard d'euros non dépensés chaque année sur cette prestation là", explique Simon Vanackere. "Une fusion à coût constant, ça fait moins d'argent par personne", renchérit François Chérèque. "Ce n'est pas possible." La PPE est une aide au retour à l'emploi et au maintien de l'activité professionnelle calculée en pourcentage du revenu d'activité et déduite de l'impôt sur le revenu à payer, ou versée directement si le bénéficiaire n'est pas imposable. Le RSA garantit un revenu minimum à toute personne aux ressources inférieures à un seuil. Il comporte deux volets : le RSA "socle", qui a remplacé le revenu minimum d'insertion (RMI), versé aux sans emploi ; le RSA d'activité", supplément de ressources versé aux travailleurs à faibles revenus. Aujourd'hui, le RSA "complément d'activité" de l'année n-1 vient en déduction de la PPE pour l'année n, ce qui revient à faire du RSA une avance à valoir sur la PPE. Selon le député socialiste Dominique Lefebvre, la fusion RSA activité-PPE pourrait constituer, au moins en partie, le "geste" fiscal à destination des ménages évoqué ces derniers jours dans l'entourage du président François Hollande pour 2015. Dans leur rapport, François Chérèque et Simon Vanackere plaident aussi pour un "choc de simplification" afin de faciliter l'accès aux prestations sociales. "Une gouvernance et un système social trop complexes génèrent à la fois de l'exclusion sociale (...) et des dépenses inutiles ou redondantes", écrivent-ils. "Les premières victimes en sont les plus démunis." Ils relèvent ainsi un taux de "non recours" de 68% pour le RSA activité et de 30% pour le RSA socle - taux de bénéficiaires potentiels ne touchant pas l'aide, soit par ignorance de leurs droits, soient parce que les démarches sont trop complexes. "La difficulté c'est qu'on a affaire à des variations de ressources extrêmes du fait qu'on est sur des emplois précaires. Ça entraîne des indus et c'est terriblement générateur de non recours. C'est le cas du RSA activité", dit Simon Vanackere. Les deux auteurs plaident pour une automatisation de l'accès aux droits afin de

réduire les non recours - "Il n'y a aucune justification de ne pas le faire", souligne François Chérèque. Dans un autre domaine, ils pointent du doigt un engorgement de l'hébergement d'urgence, malgré la création de 7.000 places d'accueil au lieu des 5.000 prévues par ce plan quadriennal pour la première année. Cette saturation est due pour une part aux personnes qui perdent leur logement du fait de la crise et pour une autre à la situation des demandeurs d'asile. "Il faut traiter le problème des demandeurs d'asile et des déboutés du droit d'asile", souligne François Chérèque. "A partir du moment où ils sont sur le territoire et ne sont pas expulsables, il faut qu'ils aient accès au logement, autrement on n'arrivera jamais à régler ce problème-là." De façon générale les deux auteurs du rapport jugent l'évolution de la pauvreté en France "très préoccupante". Le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a atteint 14,3% (8,7 millions) en 2011, taux le plus haut depuis 1997, après une élévation continue depuis 2004, expliquent-ils. Et les témoignages d'associations et des chiffres plus récents mais parcellaires laissent penser que la situation s'est encore détériorée ces dernières années.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JEAN PAUL ELUTHER

## **A**FFAIRES MONDIALES

### SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES

#### BAN KI - MOON À DAVOS

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, était jeudi à Davos, en Suisse, pour participer au Forum économique mondial, au lendemain de la Conférence internationale sur la Syrie. M. Ban a notamment participé à une manifestation sur l'autonomisation des adolescentes pour accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire du développement d'ici à l'échéance de 2015. « Quand nous donnons à une fillette, à une adolescente une meilleure santé, une meilleure éducation, nous constatons les résultats bien au-delà de celle-ci », a dit le Secrétaire général. « Je vous appelle à garder les filles et les adolescentes au centre de toutes vos stratégies », a-t-il ajouté à l'adresse des participants à cette manifestation. « Elles méritent notre soutien. Chaque fille détient la clé du progrès, mais

trop souvent, elle ne peut pas l'utiliser à cause de la pauvreté, des discriminations et de la violence, y compris la violence sexuelle. » Le Secrétaire général a également tenu une conférence de presse sur le changement climatique avec le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. M. Ban s'est félicité de l'annonce par la Commission européenne d'une proposition fixant des objectifs ambitieux en matière d'émissions de gaz à effet de serre et d'énergie renouvelable et a appelé le reste du monde à suivre l'exemple de l'Union européenne. Le Secrétaire général a rappelé qu'il accueillerait un Sommet sur le climat en septembre à New York. « Je veux que tous les dirigeants soient inspirés et définissent ce que chacun d'entre eux peut apporter à la table de négociations », a-t-il dit. Jeudi matin, le Secrétaire général s'était envolé de Montreux pour Davos. Avant de partir, il a rencontré le Ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, avec qui il a discuté de la situation en Syrie au lendemain de la conférence internationale sur ce pays.

## **AMÉRIQUE, CARAÏBE**

### **3,2% DE CROISSANCE EN 2014 SELON LA CEPAL**

Les économies de l'Amérique latine et les Caraïbes auront une expansion de 3,2% en 2014, ce qui implique une hausse de 2,6% à la fin de 2013, selon un nouveau rapport de la CEPALC donné publié aujourd'hui lors d'une conférence de presse à Santiago, au Chili. Dans son rapport annuel Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes 2013, la CEPALC note que le ralentissement de la demande extérieure, une plus grande volatilité financière internationale et une baisse de la consommation ont été les facteurs qui ont influencé la performance économique plus pays modestes en 2013, qui ont fait tomber l'estimation de 3,0% prévu par l'agence Juillet dernier. Est attendu l'an prochain à modérément environnement extérieur plus favorable contribue à l'augmentation de la demande extérieure et, par conséquent, les exportations de la région. En outre, la consommation privée continuera à se développer, mais à des taux plus faibles que dans les périodes précédentes, alors que le défi de l'augmentation des investissements dans la région reste. "Le scénario de l'économie mondiale en 2014 constitue pour l'Amérique latine et les Caraïbes, opportunités et menaces», a déclaré Alicia Barcena, Secrétaire

exécutif de la CEPALC , en présentant le rapport. "Les opportunités que nous voyons une augmentation dans le commerce international et la capacité à profiter de la dépréciation des monnaies qui sont prises pour s'assurer que les changements durables dans les prix relatifs. Ceci, avec la mise en œuvre des politiques industrielles qui favorisent la croissance, promouvoir l'intégration régionale et les soins pour les petites et moyennes entreprises pourrait contribuer à faire des investissements plus élevés dans la diversification de la production du secteur des biens échangeables et réduire l'hétérogénéité structurelle existant dans la région ", at-il dit Barcena . Parmi les menaces les visages de la région sont la volatilité persistante de l'économie mondiale et une hausse du coût de financement externe et une moindre contribution de la consommation à la croissance du produit intérieur brut (PIB) et une détérioration du compte courant régional. Selon le préliminaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ( CEPALC) , la croissance régionale en 2014 sera dirigée par le Panama, avec 7%, suivie par la Bolivie (5,5%), le Pérou (5,5%), Nicaragua (5%), République dominicaine (5%), la Colombie, Haïti, l'Equateur et le Paraguay (chacun avec 4,5%). Argentine devrait croître de 2,6% et le Brésil, le Chili et le Costa Rica 4%, le Guatemala, le Mexique et l'Uruguay Venezuela 3,5% et 1%. La Caraïbe aura une croissance l'an prochain de 2,1%, après avoir marqué une croissance de seulement 1,3% de 2013. Selon le rapport, le principal défi pour les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes est de promouvoir des pactes sociaux qui encouragent l'investissement et la croissance de la productivité du coup de pouce avec l'égalité. Ces pactes sociaux doivent avoir un cadre institutionnel qui offre certitude et claires les règles, les politiques qui donnent la stabilité à court terme nominaux et réels et politiques à long terme qui favorisent un investissement plus diversifiée dans les secteurs marchands. Selon la CEPALC , en 2013 la consommation a réduit sa contribution à la croissance régionale en raison d'un ralentissement de la masse salariale et de crédit. La quantité légèrement supérieure de l'investissement et le moins d'impact négatif des exportations nettes ne pouvait pas compenser le ralentissement de la consommation. L' expansion régionale de cette année a été mené par le Paraguay (13%), suivie par le Panama (7,5%), la Bolivie (6,4%), le Pérou (5,2%), le Nicaragua (4,6%), l'Uruguay ( 4,5%), l'Argentine (4,5%) et le Chili (4,2%). Dans le travail, le taux de chômage est resté globalement stable passant de 6,4% en 2012 à 6,3% en 2013, chute provoquée par



une réduction du taux de participation global. L'inflation, quant à lui, est resté à des niveaux inférieurs à 5% dans la plupart des pays de la région. La détérioration générale de termes de l'échange dirigées par la baisse continue du prix des matières premières-a eu un impact sur le déficit du compte courant de la balance des paiements est passé de 1,8% en 2012 à 2,5 % du PIB en 2013, principalement en raison d'une augmentation plus importante des importations par rapport aux exportations. Face à une inflation plus faible, le ralentissement de la croissance économique et de l'instabilité financière, de nombreux pays ont appliqué des politiques anticycliques modérément à soutenir la demande intérieure et faire face à l'instabilité financière internationale. Certains réduire leurs taux d'intérêt de référence (sauf le Brésil) et d'autres favorables à une croissance soutenue des agrégats monétaires, c'est à dire, le total de l'argent en circulation dans l'économie. Outre l'instabilité financière favorisé une accumulation inférieure de réserves internationales et certains pays ont pris des mesures macro-prudentielles pour éviter d'autres fluctuations des devises.

## **MOYEN ORIENT**

### **L'IRAN SOUHAITE NORMALISER SES RELATIONS AVEC L' OCCIDENT**

S'exprimant jeudi devant quelque 2.500 dirigeants du monde politique et des affaires au Forum économique mondial (WEF), à Davos, le président iranien Hassan Rohani a déclaré que l'Iran souhaitait avoir des relations de partenariat avec les pays occidentaux. "L'Iran tend la main de paix et d'amitié à tous les pays du monde et souhaite des relations amicales et bonnes avec tous", a souligné le dirigeant iranien, reconnaissant que Téhéran avait par le passé des contradictions et même des animosités avec "certains pays". M.Rohani a appelé tous les pays à "transformer les animosités en amitié", précisant toutefois qu'il ne s'agissait que des Etats officiellement reconnus par l'Iran. Par ailleurs, le président iranien a réaffirmé la disposition de Téhéran à poursuivre la coopération avec les six médiateurs internationaux pour son programme nucléaire (Russie, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne), en réitérant une fois de plus que l'Iran "n'envisageait pas de créer l'arme nucléaire". L'accord intérimaire sur le nucléaire iranien conclu en novembre dernier entre l'Iran et les Six a donné corps au réchauffement diplomatique amorcé par

Hassan Rohani, élu en juin. Ledit accord qui prévoit le gel de plusieurs activités nucléaires iraniennes en échange d'un allègement des sanctions contre la République islamique est entré en vigueur lundi dernier.

## LAVROV À GENÈVE 2

Dans son discours inaugural devant Genève II , le ministre russe des AE a mis l'accent sur la nécessité de la mise en application de certaines des clauses de Genève I : » ce qui nous importe c'est de mettre rapidement fin à la situation déplorable qui sévit en Syrie. nous demandons à ce que l'Iran prenne part aux débats en cours . » la Russie demande également le respect du droit international et de la souveraineté de la Syrie par toutes les parties. » pour Lavrov la présence à Genève II relève d'une responsabilité historique : » la Russie souhaite que les solutions ne soient pas imposées aux forces en présence c'est pourquoi il faut qu'il y ait un accord sur des critères bien palpables , sur du concret pour que les syriens puissent décider de l'avenir de leur pays » . D'autres phrases clés de Lavrov : « La Russie a demandé dès le début la nécessité d'une solution politique » » Toutes les parties se doivent de respecter les revendications des syriens et leurs choix » . » c'est regrettable de voir l'absence des représentants de l'opposition nationale syrienne à Genève II » . » certaines parties répand l'extrémisme et l'obscurantisme en Syrie » » le monde de l'Islam devra s'unir contre le takfirisme » « le gouvernement syrien a coopéré avec les instances internationales surtout avec l'organisation de l'interdiction des armes chimiques . » » Genève II pourrait être une réelle occasion pour la paix » .

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

### MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

#### ASIE

Les Bourses asiatiques, qui avaient progressé depuis deux jours, sont reparties à la baisse ce matin, après la publication d'un indice PMI manufacturier décevant en Chine. A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé en baisse de 0,79%, tandis que Hong Kong chute de 1,4% en séance, le Shanghai Composite cède 0,4%, Taiwan lâche 0,3% et Séoul perd 1,1%. Enfin, Sydney perd 1,1%, Singapour cède

0,9% et Bombay (indice BSE Sensex) recule de 0,1%. Sur les marchés des changes, l'euro gagne 0,04% à 1,3549\$ dans les échanges interbancaires en Asie. Les investisseurs ont été refroidis par la publication ce matin de l'indice "flash" PMI manufacturier de Markit/HSBC, qui est tombé à 49,6 en janvier, contre 50,5 en décembre. Une lecture inférieure à 50 signifie que l'activité se contracte, ce qui serait une première depuis 6 mois pour l'industrie chinoise. Cet accès de faiblesse est imputé à la mollesse de la demande intérieure, alors même que les festivités du Nouvel An chinois approchent... Mais les composantes nouvelles commandes à l'exportation et nouveaux emplois sont elles aussi en baisse. De nombreuses usines chinoises auraient fermé ou réduit leurs effectifs plus tôt que l'habitude avant le Nouvel An lunaire, en raison de la faiblesse de la demande. La perspective d'un nouveau ralentissement de l'économie chinoise a donc affecté négativement les marchés, en particulier le secteur des matériaux de base, dont la Chine est le premier consommateur mondial. Au 4ème trimestre 2013, la hausse du PIB chinois a plafonné à 7,7% après 7,8% au 3ème trimestre, et de nombreux économistes s'attendent à un nouveau tassement au 1er trimestre 2014. A la Bourse de Sydney, où le secteur minier est très représenté, les titres de Rio Tinto (-0,9%), BHP Billiton (-1,6%) et Fortescue Metals (-2%) subissent de vifs dégagements.

## ÉTATS UNIS

Wall Street a fini en vive baisse ce jeudi soir, après une nouvelle série de publications trimestrielles d'entreprises comprenant eBay, Netflix, McDonald's ou encore Lockheed. Par ailleurs, les derniers chiffres de l'emploi américain ressortent sans surprise et ceux des ventes de logements sont inférieurs aux attentes. Enfin, les investisseurs se sont montrés prudents après les dernières données économiques chinoises... Le DJIA a abandonné 1,07% à 16.197 pts, le Nasdaq a fléchi de 0,57% à 4.219 pts, et le S&P500 a reculé de 0,89% à 1.828 pts. L'activité manufacturière de la Chine devrait se contracter en janvier... C'est la conclusion de l'enquête préliminaire de Markit/HSBC, dont l'indice "flash" PMI est tombé à 49,6 ce mois-ci, contre 50,5 en décembre. Une lecture inférieure à 50 signifie que l'activité se contracte, ce qui serait une première depuis 6 mois pour l'industrie chinoise. L'indice définitif de Markit/HSBC sera publié le 30 janvier. D'après le Département américain au travail ce jeudi, les inscriptions hebdomadaires au

chômage aux Etats-Unis pour la semaine close le 18 janvier sont ressorties au nombre de 326.000, contre un consensus de place de 330.000 et un niveau de 325.000 une semaine plus tôt. La moyenne à quatre semaines s'établit à 331.500, contre 335.250 une semaine avant.

## EUROPE

Les principales Bourses européennes ont terminé sur une baisse de l'ordre de 1% jeudi et Wall Street reculait dans les mêmes proportions après des indicateurs américains et chinois jugés décevants et une série de résultats de sociétés mitigés en Europe et aux Etats-Unis. À Paris, le CAC 40 a perdu 1,02% à 4.280,96 points. Le Footsie britannique a perdu 0,78% et le Dax allemand 0,92%, tandis que l'EuroStoxx 50 cédait 1,08% et le FTSEurofirst 300 1,02%. Les marchés du sud de l'Europe ont encore une fois surperformé, notamment la Bourse de Lisbonne (-0,09%) après sa chute de plus de 3% la veille, soutenu par l'annonce que le Portugal avait atteint l'objectif de déficit budgétaire 2013 fixé par ses bailleurs de fonds. A la clôture en Europe, les indices américains perdaient entre 0,9% et 1%.

## CHANGE

L'euro continuait de grimper face au dollar jeudi, porté par un bon indicateur d'activité en zone euro, dans un marché tout de même toujours focalisé sur les perspectives de la politique monétaire des États-Unis. Vers 17H00 GMT, l'euro valait 1,3678 dollar, contre 1,3544 dollar mercredi vers 22H00 GMT. La monnaie unique européenne progressait également face à la devise nippone, à 141,76 yens contre 141,59 yens mercredi. Le dollar baissait face à la monnaie japonaise, à 103,65 yens contre 104,54 yens la veille. "La monnaie unique européenne est soutenue ce matin sur le marché des changes, un rebond du marché alors que les perspectives de croissance économique au sein de la zone euro s'améliorent depuis le début de l'année", commentait Vincent. Vers 17H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 82,32 pence pour un euro, après avoir atteint la veille 81,68 pence, son cours le plus fort en un an. La livre progressait face au dollar, à 1,6614 dollar pour une livre, grimpant même vers 16H00 GMT à 1,6636 dollar, un sommet depuis début mai 2011. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2315 franc suisse pour un

euro, ainsi que face au dollar, à 0,9003 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,0522 yuans pour un dollar contre ,0515 yuans la veille. L'once d'or a terminé à 1.263 dollars au fixing du soir contre 1.241 dollars mercredi. Sur le marché au comptant, le cours de l'once d'or est monté vers 15H00 GMT à 1.266,51 dollars, son niveau le plus élevé en un mois et demi.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole ont terminé en hausse jeudi à New York après l'annonce d'une hausse moins forte que prévu des stocks de brut aux Etats-Unis et surtout d'une nette baisse des réserves de produits distillés. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en mars a gagné 59 cents sur le New York Mercantile Exchange (Nymex) pour s'établir 96,73 dollars. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a terminé à 107,58 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 69 cents par rapport à la clôture de mercredi. Les investisseurs ont été surpris par l'ampleur du recul des réserves de produits distillés, a relevé John Kilduff d'Again Capital. Selon les chiffres du département américain de l'Énergie (DoE) publiés jeudi, les stocks de produits distillés (dont le gazole et le fioul de chauffage) ont en effet diminué de 3,2 millions de barils lors de la semaine achevée le 17 janvier, soit bien plus que la baisse de 800.000 barils anticipée par les analystes. Ce recul important est sans doute lié aux conditions météorologiques puisque la vague de froid qui a récemment frappé une grande partie du pays a accru la demande pour ces produits, et à la forte baisse de l'activité des raffineries, dont le taux d'utilisation des capacités est passé de 90% à 86,5%, a avancé John Kilduff. Les stocks de brut se sont dans le même temps gonflés de 1 million de barils. Mais après sept semaines consécutives de baisse, ce rebond était attendu et est resté inférieur aux anticipations.

## **RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

# MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT

## CHANGER DE NOM

« Tout homme est enfermé dans le cercle d'un mot : son nom » déclarait avec justesse Mallarmé. Certaines personnes souhaitent changer leur état civil pour des raisons professionnelles, personnelles ou encore suite à des discriminations. Cette tendance est mondiale. Ainsi, la joueuse de tennis russe Maria Sharapova aurait demandé à modifier son patronyme, afin de promouvoir sa marque de bonbons, Sugarpova. Sa requête aurait été adressée à la Cour Suprême de l'Etat de Floride où elle résidait. Parfois, un nom semble un héritage extrêmement lourd à porter ou à assumer. Il faut avoir beaucoup de courage et d'humour dans certains cas pour accepter un nom à consonance ridicule. Changer de nom pour changer de vie. Telle serait la devise de nombreuses personnes. Historiquement, la loi du 11 germinal an XI se contentait d'exiger « quelque raison de changer de nom » (L. 11 germinal an XI, art. 4). Aujourd'hui, il existe une procédure de droit commun pour changer de patronyme.

### Comment changer de nom ?

L'article 61 du Code civil précise que le changement de nom des personnes physiques peut être autorisé par décret. Les motifs légitimes admis sont aussi variés que les situations : consonance étrangère, caractère difficile à porter, nom menacé d'extinction. La longueur de celui-ci ou sa prononciation constituent d'autres raisons valables. Il suffit d'être de nationalité française et majeur pour déposer une telle demande. Il convient d'expliquer les motifs du changement souhaité. Substrat essentiel de l'identité, le nom de famille a une importance cardinale sur la construction psychique de l'individu. Aussi, la plus grande rigueur est exigée lors de la rédaction de la requête : on peut constater de nombreux refus dans la pratique, faute d'une argumentation adéquate. Quant au délai pour le changement de nom, la Cour européenne dans un arrêt de 2003 (Mustafa c/ France) a précisé qu'il devait être raisonnable car, pour elle, l'attente de dix ans était excessive.

## Le choix du nom de jeune fille de la mère

Récemment, par un arrêt du 7 janvier 2014, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a sanctionné l'Italie en raison de son système juridique qui impose l'attribution systématique à l'enfant du nom de famille de l'époux. Dans cette affaire, une mère avait souhaité que sa fille porte son nom de jeune de fille et non celui de son mari, mais cette demande n'a pas été accueillie favorablement par l'officier d'état civil. Saisi de cette affaire, le Tribunal de Milan l'avait également déboutée. Devant la CEDH, elle avait invoqué la violation des article 8 (« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance ») et 14 de la CEDH (« La jouissance des droits et libertés reconnus dans la (...) Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation »). Pour le gouvernement, cette demande était irrecevable dans la mesure où la mère pouvait ajouter son nom à celui de son époux sur l'état civil de l'enfant. De plus, le port du nom de la mère au détriment de celui du père serait constitutif d'une discrimination contraire à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme. La CEDH a jugé que la tradition juridique italienne est « excessivement rigide et discriminatoire envers les femmes », et a invité l'Italie à infléchir sa législation. Pour les juges européens, le droit positif italien résultait d'une conception patriarcale de la famille qui n'était plus en adéquation avec le principe constitutionnel de l'égalité entre homme et femme. De plus, la Cour avait déjà jugé que le choix du prénom comme du nom faisait partie de la sphère privée. Par voie de corollaire, elle a considéré que la différence de traitement se révélait discriminatoire et a conclu à la méconnaissance des articles 8 et 14 de la Convention.

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD

# TABLEAU DE BORD

## LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est **différent**

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

## POPULATION

POPULATION 2012: 404 635 habitants

## OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

## DEMANDE

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

## PRIX

NOVEMBRE 2013 : 0,7 % % sur un mois ; 0,0 % sur un an

## EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) En novembre 2013:68 020 ( +2,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en novembre 2013 : 1 150 ( 12,7 sur un an).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).



## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)